

## **TRAVAUX DE TOITURES SUR DIVERSES RESIDENCES – POST CYCLONE GARANCE**

**(passé par les Sociétés d'Economie Mixte dans le cadre du code de la commande publique)**

### **ACTE D'ENGAGEMENT LOT N°2**

**MAITRE D'OUVRAGE : SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION (SEMACE)**

Représenté par Frédéric PILLORE, Directeur Général

**Objet du marché :**

Travaux de toitures sur diverses résidences – Post cyclone GARANCE.

**Date limite de réception des offres :**

Le vendredi 25 juillet 2025 à 17 heures

**Horaires d'ouverture des bureaux :**

Du lundi au jeudi (8h15 à 12h15 et de 13h15 à 17 h00), et le vendredi (8h15 à 12h15)

Fermé le 14 juillet 2025

POUVOIR ADJUDICATEUR : SEMAC

## MARCHE DE TRAVAUX

### ACTE D'ENGAGEMENT

**OBJET DU MARCHE :** Travaux de toitures sur diverses résidences – Post cyclone GARANCE .

**Maître d'ouvrage :** SEMAC

Adresse : 16 B Résidence Le Manchy – Rue Leconte De Lisle – 97470 SAINT-BENOIT

Représenté par : M. Frédéric PILLORE

Organisme chargé des paiements : SEMAC

Date de notification le : .....

☒ Cette notification vaut ordre de commencer les prestations.

# SOMMAIRE

---

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE) .....	4
ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE) .....	5
ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES) .....	6
ARTICLE 2 – OBJET - INTERVENANTS .....	8
2.1 Objet du marché .....	8
2.2 Clause d’insertion sociale .....	8
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ ET RECONDUCTION .....	9
3.1 Durée du marché .....	9
3.2 Reconduction .....	9
ARTICLE 4 - PRIX .....	9
4.1 Modalités de variation des prix .....	9
4.2 Sous-traitance .....	10
ARTICLE 5 - AVANCE .....	11
ARTICLE 6 - REGLEMENT .....	11
6.1 Délais de règlement .....	11
6.2 Mode de règlement .....	11
ARTICLE 7 – PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT .....	13
ARTICLE 8 - APPROBATION DU MARCHÉ .....	14
ANNEXE 1 - CDPGF .....	15
ANNEXE 2 – ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE .....	16

## ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire "

M..... agissant en mon nom personnel,

domicilié à .....

.....

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :.....
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :.....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

après avoir pris connaissance des cahiers des charges et des éléments qui sont mentionnés dans l'acte d'engagement,

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations aux conditions ci-après, qui constituent mon offre.

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours :

Compagnie : .....

N° Police : .....

- CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 4.2 ci-après répondent aux conditions ci-dessus et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

	<u>1<sup>er</sup> sous-traitant</u>	<u>2<sup>ème</sup> sous-traitant</u>
Compagnie :	.....	.....
N° police :	.....	.....

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 (cent vingt) jours à compter de la date limite de réception des offres ou, en cas de mise en œuvre de la négociation, à compter de la date limite de réception des offres finales.

## ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire".

M .....

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée .....

ayant son siège social à .....

Forme de la société..... Capital.....

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :.....
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :.....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

après avoir pris connaissance des cahiers des charges et des éléments qui sont mentionnés dans l'acte d'engagement,

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations aux conditions ci-après, qui constituent mon offre.

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la Société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encourt :

Compagnie : .....

N° Police : .....

- CONFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 4.2 ci-après répondent aux conditions ci-dessus et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

	<u>1<sup>er</sup> sous-traitant</u>	<u>2<sup>ème</sup> sous-traitant</u>
Compagnie :	.....	.....
N° police :	.....	.....

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 (cent vingt) jours à compter de la date limite de réception des offres ou, en cas de mise en œuvre de la négociation, à compter de la date limite de réception des offres finales.

## ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES)

NOUS soussignés,

☐ cotraitants conjoints,

☐ cotraitants solidaires,

engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, désignées dans le marché sous le nom « TITULAIRE »

- *1<sup>er</sup> cocontractant*

*(cas d'une personne morale)*

M.....  
.....

agissant au nom et pour le compte de la société : .....

Ayant son siège social : .....

Forme de la société: ..... capital : .....

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET : .....
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

*(cas d'une personne physique)*

M ..... agissant en ~~mon~~ mon nom personnel

domicilié à .....

et immatriculé au RCS de : ..... sous le n° .....

☐ La société (Cas de la personne morale) ..... représentée par M.....  
ou Monsieur (Cas de la personne physique) ....., dûment mandaté à cet effet, est le **mandataire du groupement conjoint, solidaire de chacun des membres du groupement** pour ses obligations contractuelles à l'égard de la maîtrise d'ouvrage,

☐ La société (Cas de la personne morale) ..... représentée par M.....  
ou Monsieur (Cas de la personne physique) ....., dûment mandaté à cet effet, est le **mandataire du groupement conjoint.**

☐ La société (Cas de la personne morale) ..... représentée par M.....  
ou Monsieur (Cas de la personne physique) ....., dûment mandaté à cet effet, est le **mandataire du groupement solidaire.**

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître de l'ouvrage conformément à l'article 1.5 du CCAP :

.....

▪ 2<sup>ème</sup> cocontractant

*(cas d'une personne morale)*

M.....  
.....

agissant au nom et pour le compte de la société : .....

Ayant son siège social : .....

Forme de la société: ..... capital : .....

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET : .....
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

*(cas d'une personne physique)*

M ..... agissant en mon nom  
personnel

domicilié à .....

et immatriculé au RCS de : ..... sous le n° .....

▪ 3<sup>ème</sup> cocontractant :

*(cas d'une personne morale)*

M.....  
.....

agissant au nom et pour le compte de la société : .....

Ayant son siège social : .....

Forme de la société: ..... capital : .....

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET : .....
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

- Numéro d'identification au registre du commerce : .....

*(cas d'une personne physique)*

M ..... agissant en mon nom  
personnel

domicilié à .....

et immatriculé au RCS de : ..... sous le n° .....

- après avoir pris connaissance des cahiers des charges et des éléments qui sont mentionnés dans l'acte d'engagement,

- AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que nous sommes titulaires d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que nous encourons :

	<u>1<sup>er</sup> cocontractant</u>	<u>2<sup>ème</sup> cocontractant</u>	<u>3<sup>ème</sup> cocontractant</u>
Compagnie :	.....	.....	.....
N° police :	.....	.....	.....

- CONFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 4.2 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

	<u>1<sup>er</sup> sous-traitant</u>	<u>2<sup>ème</sup> sous-traitant</u>
Compagnie :	.....	.....
N° police :	.....	.....

- nous ENGAGEONS sans réserve, en tant qu'entrepreneurs groupés, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 (cent vingt) jours à compter de la date limite de réception des offres ou, en cas de mise en œuvre de la négociation, à compter de la date limite de réception des offres finales.

## ARTICLE 2 – OBJET - INTERVENANTS

### 2.1 Objet du marché

Le marché a pour objet la réalisation des travaux suivants :

Travaux de toitures sur diverses résidences – Post cyclone GARANCE.

Les travaux sont répartis en 4 lots, traités par marchés séparés, à savoir :

- LOT N°1 – Résidence « PASIPHAË » à Saint-Benoît ;
- LOT N°2 – Résidence « CARRE DE L'USINE » à Sainte-Suzanne ;
- LOT N°3 – Résidences « CARDINAL », « PAPANGUE », « MONTFLEURY LLS », « MONTFLEURY LLTS » à Saint-Benoît et « KAZ ZIMEL » à Saint-André ;
- LOT N°4 – Résidence « FLEURS DE VANILLE 1 » à Bras-Panon.

Le présent acte d'engagement se rapporte au lot n° : 2

Ces prestations sont définies et précisées dans le CCTP.

### 2.2 Clause d'insertion sociale

Le marché ne fait pas l'objet d'une clause d'insertion sociale.



## ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION

### 3.1 Durée du marché

#### ☐ Cas d'un marché alloti

La durée d'exécution globale de l'ensemble du marché est de : 3 mois

☒ à compter de la notification du marché.

La durée d'exécution des marchés comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux de chacun des marchés allotis.

#### → **Indemnité d'attente :**

☒ Il ne sera pas fait application d'une indemnité d'attente.

#### **Optimisation du critère délai par le candidat :**

	Evaluation maîtrise d'ouvrage	Délai minimum	Optimisation du délai par l'entreprise
Travaux de toiture – POST GARANCE	3 mois	2 mois	

Les travaux doivent être réalisés, réceptionnés et facturés au plus tard le 21 novembre 2025.

### 3.2 Reconduction

☒ Le marché ne sera pas reconduit

## ARTICLE 4 - PRIX

### 4.1 Modalités de variation des prix

☒ Le marché est passé à prix ferme actualisable.

Les conditions de variation de prix sont définies à l'art. 3.3 du CCAP.

#### ☐ **Marché à prix forfaitaire**

Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global et forfaitaire égal à :

Montant € HT : .....

Montant HT (en lettres) : .....

TVA au taux de..... % Montant en €.....

Montant € TTC .....

Montant €TTC (en lettres) .....

.....

En cas de groupement conjoint d'entreprises, la décomposition des prestations et paiements par cotraitant est précisée ci-dessous.

#### Décomposition du prix par cotraitant en cas de groupement conjoint :

En cas de groupement conjoint, le prix est réparti entre les cotraitants de la façon suivante :

Prestations	Désignations des cotraitants	Montant HT
	Total	

#### Versement de la rémunération du mandataire du groupement conjoint :

- ☒ La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses travaux. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

#### 4.2 Sous-traitance

Le titulaire :

☐ n'envisage pas de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

☐ envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que le titulaire, mandataire ou cotraitant envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

Le titulaire annexe au présent acte d'engagement les actes spéciaux de chacun des sous-traitants (cf. modèle ci-joint). Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée acceptée par la notification du contrat et qui prendra effet à la date de notification.

#### *p* Cas d'une entreprise :

Nature de la prestation (*)	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation HT
	TOTAL =	

(\*) avec indication de la tranche concernée en cas de marché à tranches

*p* Cas d'un groupement :

Entreprise donneur d'ordre et prestation intéressée	Nature de la prestation sous-traitée (*)	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation HT
		TOTAL =	

(\*) avec indication de la tranche concernée en cas de marché à tranches

## ARTICLE 5 - AVANCE

☒ Le marché ne fait pas l'objet d'une avance.

## ARTICLE 6 - REGLEMENT

### 6.1 Délais de règlement

Le **délai maximum de paiement du solde** est de 45 jours fin de mois, à compter de la date de réception, par le maître d'ouvrage, de chaque facture (facturation par résidence).

Facturation par situation de travaux possible.

Le taux des intérêts moratoires est fixé à l'article 6.2 du CCAP.

### 6.2 Mode de règlement

☐ *Cas d'un titulaire unique*

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché par :

- ☐ chèque bancaire établi au nom du titulaire
- ☒ virement établi à l'ordre du titulaire (joindre les RIB)

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

☐ **Cas d'un groupement solidaire sans répartition des paiements**

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché par :

- ☐ chèque bancaire établi au nom du mandataire du groupement solidaire
- ☐ chèque bancaire établi au nom des entrepreneurs groupés
- ☒ virement sur un compte ouvert au nom du mandataire solidaire (joindre un RIB).
- ☐ virement sur un compte commun ouvert au nom des entrepreneurs groupés (joindre un RIB)

DESIGNATION DU MANDATAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

☐ **Cas d'un groupement conjoint**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché selon la répartition définie ci-dessus par :

- ☐ chèque bancaire établi au nom des membres du groupement conjoint
- ☒ virement établi à l'ordre des membres du groupement conjoint (joindre les RIB)

DESIGNATION DU COTRAITANT	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	

☐ **Cas d'un groupement solidaire avec répartition des paiements**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché selon la répartition définie ci-dessous par :

- ☐ chèque bancaire établi au nom de chacun des membres du groupement solidaire
- ☒ virement établi à l'ordre de chacun des membres du groupement solidaire (joindre les RIB)

Cette possibilité de répartition des paiements ne saurait remettre en cause la solidarité des membres du groupement.

DESIGNATION DU COTRAITANT	PRIX TTC
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse Référence compte bancaire	

#### ARTICLE 7 – PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les conditions prévues au règlement de consultation.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra produire au pouvoir adjudicateur ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants à l'attribution du marché.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées à l'article 10.7 du CCAP.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.attestations-securises.fr>

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

En cas d'attribution du marché à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés.

Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au maître d'ouvrage une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Le titulaire se doit de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

A noter : Le candidat procède à la signature de l'acte d'engagement au stade de la remise de son offre ou après attribution du marché selon les modalités prévues au règlement de la consultation.

.

Fait en 2 originaux.

(En application de l'article 1375 du code civil, le contrat doit être établi en autant d'originaux que de parties)

A : ..... Le .....

Mention(s) manuscrite(s)

*"Lu et approuvé"*

Signature(s) du (ou des) entrepreneur(s) ou du mandataire dûment habilité par un pouvoir (ci-joint) des cotraitants

## ARTICLE 8 - APPROBATION DU MARCHE

**La présente offre est acceptée.**

**Les sous-traitants proposés à l'article 4.2 ci-dessus sont acceptés comme ayant droit au paiement direct dans les conditions indiquées.**

A ..... Le .....

Le pouvoir adjudicateur

Signature :

### Liste des pièces en annexe :

- Annexe 1 : CDPGF format Excel – **ATTENTION : A remettre au format Excel lors de la remise des offres**
- Annexe 2 : Acte spécial de sous-traitance

## ANNEXE 1 – CDPGF

VOIR FICHIER EXCEL « CDPGF » FOURNI AU DCE

**Attention : Fichier à déposer sur la plateforme de dématérialisation au format Excel.**

## ANNEXE 2 – ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE

☐ Annexe à l'acte d'engagement valant demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

### **Pièces à joindre à l'acte spécial au stade de l'offre :**

- Déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L 2141-1 à L 2141-5 & L 2141-7 à L 2141-9 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 1512-1 à L 1512-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- Les pièces justifiant de la capacité technique, professionnelle et financière du sous-traitant identiques à celles exigées du titulaire pour ce qui concerne les prestations sous traitées
- Les attestations d'assurances RCP du sous-traitant

### **Pièces à remettre au stade de l'attribution du marché :**

- Les pièces visées à R 2143-6 du code de la commande publique :
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies à l'article L 2141-1 à L 2141-5 & L 2141-7 à L 2141-9 du code de la commande publique

Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents

- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou un document équivalent
- Copie du jugement de redressement judiciaire du sous-traitant le cas échéant ;
- L'attestation d'assurance décennale

Ou

☐ Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement en cours de marché.

### **Pièces à joindre à l'acte spécial :**

L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus.

### **MAITRE DE L'OUVRAGE :**

- .....
- .....
- Personnes habilitées à donner les renseignements sur l'état d'avancement du marché du sous-traitant : .....
  - .....
  - Organisme chargé des paiements : .....

### **MARCHE :**

- Objet : .....
- .....



.....  
- Titulaire : .....  
.....

**PRESTATIONS SOUS-TRAITEES :**

- Nature : .....  
.....

- Durée : .....

- Montant HT : .....

- Montant TVA comprise : .....

- TVA AUTO LIQUIDEE en application de la loi de finances 2014

- Sous-traitance de données à caractère personnel :

**Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du marché.**

- Nature des opérations réalisées sur les données : Prise de rdv avec les locataires
- Données à caractère personnel traitées : NOM / Prénom / Adresse / Numéro de téléphone
- Catégories de personnes concernées : Locataires des résidences concernées par les travaux
- Durée du traitement : 6 mois

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

- ☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;
- ☐ Le contrat de sous-traitance intégrera les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du RGPD.

Le sous-traitant reconnaît avoir eu communication des dispositions contractuelles du marché relatives au traitement des données à caractère personnel.

**SOUS-TRAITANT :**

- Nom, raison ou dénomination sociale : .....

- Entreprise individuelle ou forme juridique de la société : .....

- Immatriculée à l'INSEE :

- .Numéro SIRET : .....
- .Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

Numéro d'identification au registre du commerce : .....

- Adresse .....

- Compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre, numéro de compte) .....

**CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE :**

**(A compléter impérativement)**

- Avances : .....
- .....
- Modalités de calcul et de versement des acomptes : .....
- .....
- Date (ou mois) d'établissement des prix : .....
- Modalités de variation des prix : .....
- .....
- Stipulations relatives aux pénalités, primes, réfections et retenues diverses : .....
- .....

A ....., le .....

Le titulaire du marché (entreprise unique ou cotraitant concerné)

En cas de groupement : visa du mandataire du groupement

.....

A ....., le .....

Le sous-traitant .....

.....

L'attention du sous-traitant est attirée sur le fait qu'il devra adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché.

A ....., le .....

Le représentant du maître d'ouvrage

.....

Il est rappelé aux sous-traitants que s'ils souhaitent sous-traiter les prestations qui leurs ont été confiées, ils devront faire accepter et agréer leurs sous-traitants en produisant l'ensemble des informations portées sur cet acte spécial.

A défaut d'obtenir une délégation de paiement du maître de l'ouvrage, une caution devra être produite dans le délai de 8 jours de l'acceptation de leur sous-traitant. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect.

Par ailleurs, les sous-traitants, quel que soit leur rang, ne peuvent commencer à intervenir sur le chantier que sous réserve, d'une part, de leur acceptation et de leur agrément et, d'autre part, que s'ils ont adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.